

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2021/201524]

20 AVRIL 2021. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 22 octobre 2020, conclue au sein de la Commission paritaire de la batellerie, instituant un fonds de sécurité d'existence et en fixant les statuts (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de la batellerie;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 22 octobre 2020, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de la batellerie, instituant un fonds de sécurité d'existence et en fixant les statuts.

**Art. 2.** Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

\_\_\_\_\_  
Annexe

**Commission paritaire de la batellerie**

*Convention collective de travail du 22 octobre 2020*

Institution d'un fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts (Convention enregistrée le 10 décembre 2020 sous le numéro 162295/CO/139)

Préambule :

Conformément à la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire de la batellerie a conclu une convention collective de travail instituant un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont définis ci-après.

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dénomination, siège et objet*

Article 1<sup>er</sup>. Conformément à la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, un fonds de sécurité d'existence est institué, dénommé « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure ».

Art. 2. Le siège social du « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure » est établi à 2030 Anvers, Straatburgdok Noordkaai 2.

Il peut être transféré à tout autre endroit en Belgique par convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire de la batellerie.

Art. 3. Conformément à la loi du 7 janvier 1958 et à la convention collective de travail n° 66 du 4 novembre 1997, conclue au sein du Conseil national du travail, enregistrée le 25 novembre 1997 sous le numéro 46237/CO/300, le fonds a pour but de pourvoir aux missions suivantes :

1. financer, octroyer et verser des avantages sociaux à certaines personnes;
2. financer et organiser la formation professionnelle des travailleurs et des jeunes;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2021/201524]

20 APRIL 2021. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 oktober 2020, gesloten in het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart, inzake de oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van de statuten ervan (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 22 oktober 2020, gesloten in het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart, inzake de oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van de statuten ervan.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 april 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

\_\_\_\_\_  
Bijlage

**Paritair Comité voor de binnenscheepvaart**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 22 oktober 2020*

Oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van de statuten ervan (Overeenkomst geregistreerd op 10 december 2020 onder het nummer 162295/CO/139)

Préambule :

Overeenkomstig de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, heeft het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid, waarvan de statuten hierna worden bepaald.

HOOFDSTUK I. — *Benaming, zetel en doel*

Artikel 1. Overeenkomstig de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" genaamd.

Art. 2. De maatschappelijke zetel van het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" is gevestigd te 2030 Antwerpen, Straatburgdok Noordkaai 2.

Hij kan bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart overgeplaatst worden naar elke andere plaats in België.

Art. 3. Het fonds heeft tot doel overeenkomstig de wet van 7 januari 1958 en de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 66, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 4 november 1997 - registratie op 25 november 1997 - onder het nummer 46237/CO/300 te voorzien in :

1. het financieren, toekennen en uitkeren van sociale voordelen aan bepaalde personen;
2. het financieren en organiseren van de vakopleiding van de werknemers en van de jongeren;

3. financer et organiser la formation des travailleurs, demandeurs d'emploi, chômeurs ou autres groupes cibles;
4. financer et assurer la sécurité et la santé des travailleurs en général;
5. financer et organiser des mesures spécifiques de promotion de l'emploi;
6. prendre des mesures favorisant le respect des obligations sociales;
7. remplir le rôle d'organisateur de pension complémentaire au sens de la loi du 26 avril 2003 relative aux pensions complémentaires, prévu par convention collective de travail sectorielle.

#### CHAPITRE II. — *Champ d'application*

Art. 4. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux travailleurs actuels et anciens (par « travailleurs » on entend aussi bien le travailleur masculin que la travailleuse) des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la batellerie.

#### CHAPITRE III. — *Modalités d'application et de liquidation*

Art. 5. La nature, le montant, les modalités d'octroi et de liquidation des avantages visés à l'article 3 sont fixés par convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire de la batellerie, rendue obligatoire par arrêté royal.

Art. 6. En aucun cas, le paiement aux travailleurs des avantages visés à l'article 3 ne peut être subordonné au versement des montants dus par l'employeur.

#### CHAPITRE IV. — *Administration*

Art. 7. Le « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure » est géré par un conseil d'administration, composé paritairement de 6 membres, dont 3 sont présentés par les organisations d'employeurs et 3 par les organisations de travailleurs.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par la Commission paritaire de la batellerie parmi les membres effectifs ou suppléants de ladite commission paritaire.

Leur mandat prend fin lorsqu'ils cessent d'être membres de la Commission paritaire de la batellerie. Dans ce cas, le membre dont le mandat a pris fin est remplacé par un membre qui appartient à la même organisation.

Art. 8. Chaque année, le conseil d'administration désigne en son sein un président, un vice-président et un secrétaire. Pour la présidence et la vice-présidence, un système de roulement est appliqué parmi les représentants des employeurs et les représentants des travailleurs.

La fonction de secrétaire peut être confiée à des tiers par le conseil d'administration. Le secrétaire, visé à l'alinéa précédent, ne peut participer qu'avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil d'administration au moins chaque trimestre et chaque fois qu'au moins deux administrateurs, chacun appartenant à une autre organisation, le demandent. Les convocations mentionnent l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des séances sont établis par le secrétaire et signés par celui qui a présidé la séance.

Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs, à savoir un représentant des organisations d'employeurs et un représentant des organisations de travailleurs.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Le vote n'est valable que si au moins un membre de chaque organisation y a participé et à condition que le point mis au vote ait été clairement mentionné dans l'ordre du jour de la réunion ou s'il doit être examiné d'urgence.

Art. 10. Le conseil d'administration a pour mission de gérer le « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure » et de prendre toutes les mesures qui s'avèrent nécessaires pour son bon fonctionnement. Il dispose des pouvoirs les plus étendus en matière de gestion et d'administration.

Le conseil d'administration est en justice au nom du « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure » aux poursuites et diligence du président ou de l'administrateur désigné à cet effet.

3. het financieren en organiseren van de opleiding van de werknemers, werkzoekenden, werklozen of andere doelgroepen;

4. het financieren en verzekeren van de veiligheid en de gezondheid van de werknemers in het algemeen;

5. het financieren en organiseren van specifieke maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid;

6. het nemen van maatregelen ter bevordering van de naleving van sociale verplichtingen.

7. het vervullen van de rol van inrichter van het aanvullend pensioen in de zin van de wet van 26 april 2003 met betrekking tot aanvullende pensioenen voorzien door een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

#### HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied*

Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de huidige en gewezen werknemers (onder "werknemers" wordt zowel de mannelijke als de vrouwelijke werknemer bedoeld) van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart.

#### HOOFDSTUK III. — *Modaliteiten van toepassing en uitkering*

Art. 5. De aard, het bedrag, de modaliteiten van toekenning en uitkering van de voordelen bedoeld in artikel 3 worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Art. 6. In geen geval mag de betaling van de in artikel 3 bedoelde voordelen aan de werknemers afhankelijk worden gesteld van de storting van de door de werkgever verschuldigde bedragen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Bestuur*

Art. 7. Het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" wordt beheerd door een raad van bestuur paritair samengesteld uit 6 leden waarvan 3 voorgedragen door de werkgeversorganisaties en 3 voorgedragen door de werknemersorganisaties.

De leden van de raad van bestuur worden aangeduid door het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart onder de effectieve en plaatsvervangende leden van dit paritair comité.

Hun mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart. In dat geval wordt het lid wiens mandaat een einde nam vervangen door een lid die tot dezelfde organisatie behoort.

Art. 8. Ieder jaar duidt de raad van bestuur in zijn midden een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris aan. Voor het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap wordt een beurtregeling toegepast onder de werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers.

De functie van secretaris kan door de raad van bestuur aan derden worden toevertrouwd. De secretaris, bedoeld in het vorige lid, kan enkel met een adviserende stem aan de vergaderingen van de raad van bestuur deelnemen.

Art. 9. De raad van bestuur vergadert op bijeenroeping van de voorzitter. De voorzitter is gehouden ten minste ieder kwartaal en telkens wanneer ten minste twee bestuurders, elk behorend tot een andere organisatie, erom verzoeken, de raad van bestuur bijeen te roepen. De oproepingen vermelden de agenda.

De verslagen worden door de secretaris opgesteld en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.

Uittreksels uit deze verslagen worden ondertekend door de voorzitter of door twee bestuurders, zijnde een vertegenwoordiger van de werkgeversorganisaties en een vertegenwoordiger van de werknemersorganisaties.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

De stemming is slechts geldig indien ten minste één lid van iedere organisatie eraan heeft deelgenomen en op voorwaarde dat het ter stemming gebrachte punt duidelijk werd vermeld op de agenda van de vergadering of indien het dringend moet worden behandeld.

Art. 10. De raad van bestuur heeft tot opdracht het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" te beheren en alle maatregelen te treffen die nodig blijken voor zijn goede werking. Hij bezit de meest uitgebreide machten inzake beheer en bestuur.

De raad van bestuur treedt in rechte op uit naam van het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" op vervolging en benaerstiging van de voorzitter of van de daartoe afgevaardigde bestuurder.

Le conseil d'administration peut déléguer des attributions spéciales à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Pour les actes autres que ceux pour lesquels le conseil d'administration a donné des missions particulières, il suffit, pour que le « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure » soit valablement représenté à l'égard de tiers, que deux administrateurs signent en commun, soit un représentant des organisations d'employeurs et un représentant des organisations de travailleurs, sans que ces administrateurs ne soient tenus de faire la preuve de quelque délibération ou autorisation.

Les administrateurs ne sont responsables que de leur mandat et ne contractent aucune obligation personnelle en raison de leur gestion, en ce qui concerne les engagements du « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure ».

#### CHAPITRE V. — Financement et informations à fournir

Art. 11. Le « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure » dispose des cotisations dues par les employeurs visés à l'article 4.

Ces cotisations et autres recettes éventuelles sont comptabilisées par avantage social.

Art. 12. La Commission paritaire de la batellerie examine annuellement, le plus tôt possible après le 1<sup>er</sup> janvier, si le « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure » dispose encore d'un capital suffisant en réserve pour pouvoir satisfaire à ses obligations normales pendant l'année civile commencée. S'il est constaté que le capital en réserve suffit pour remplir ces obligations, les cotisations en vigueur au 31 décembre de l'année civile précédente sont maintenues pour la durée de l'année civile commencée.

S'il est constaté que le capital en réserve ne suffit pas pour respecter lesdites obligations, les cotisations visées à l'alinéa précédent sont augmentées pour pouvoir satisfaire aux obligations normales de l'année civile commencée.

Art. 13. Les cotisations visées à l'article 11 de la présente convention collective de travail sont perçues et recouvrées par l'Office national de sécurité sociale, en application de l'article 6 de la loi concernant la sécurité sociale des travailleurs du 27 juin 1969 et de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence dans les délais fixés pour le paiement des cotisations de sécurité sociale.

Sur simple demande du « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure », l'employeur doit fournir toutes les données nécessaires à un bon fonctionnement, le concernant personnellement ou concernant ses travailleurs.

#### CHAPITRE VI. — Budgets, comptes

Art. 14. L'exercice prend cours le 1<sup>er</sup> janvier et est clôturé le 31 décembre.

Art. 15. Chaque année, pendant le mois de décembre au plus tard, un budget est soumis, pour l'exercice suivant, à l'approbation de la Commission paritaire de la batellerie.

Art. 16. Le 31 décembre, les comptes de l'année écoulée sont clôturés. La clôture, le bilan et les comptes annuels doivent être suffisamment motivés sur le plan comptable.

Le conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou l'expert-comptable désigné par la Commission paritaire de la batellerie en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, font chacun annuellement rapport par écrit de l'exécution de leur mission lors de l'année écoulée.

Le bilan et les comptes annuels, de même que le rapport annuel écrit visé à l'alinéa précédent, doivent être soumis, au plus tard dans le courant du mois de juin de l'année suivante, à l'approbation de la Commission paritaire de la batellerie.

#### CHAPITRE VII. — Dissolution du fonds

Art. 17. Le « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure » peut être dissous en cas de dénonciation de la présente convention collective de travail.

La Commission paritaire de la batellerie désigne dans un tel cas les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leur rémunération et fixe l'affectation donnée au patrimoine du « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure », conformément à l'objet en vue duquel il a été institué.

De raad van bestuur kan bijzondere bevoegdheden aan één of meer van zijn leden of zelfs aan derden overgedragen.

Voor de andere akten dan die waarvoor door de raad van bestuur bijzondere opdrachten werden gegeven, volstaat, opdat het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" geldig vertegenwoordigd zou zijn tegenover derden, de gezamenlijke handtekening van twee bestuurders, zijnde één vertegenwoordiger van de werkgeversorganisaties en één vertegenwoordiger van de werknemersorganisaties, zonder dat deze bestuurders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken.

De bestuurders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ten gevolge van hun bestuur, met betrekking tot de verbintenissen van het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart".

#### HOOFDSTUK V. — Financiering en te verstrekken inlichtingen

Art. 11. Het "Fonds voor Rijn- en binnenscheepvaart" beschikt over de bijdragen verschuldigd door de in artikel 4 bedoelde werkgevers.

Deze bijdragen en eventuele andere inkomsten worden per sociaal voordeel geboekt.

Art. 12. Het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart onderzoekt jaarlijks, zo vlug mogelijk na 1 januari, of het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" nog voldoende kapitaal in reserve heeft om zijn normale verplichtingen tijdens het begonnen kalenderjaar te kunnen nakomen. Indien wordt vastgesteld dat het kapitaal in reserve volstaat om die verplichtingen na te komen, worden de op 31 december van het voorgaand kalenderjaar van kracht zijnde bijdragen gehandhaafd voor de duur van het begonnen jaar.

Indien wordt vastgesteld dat het kapitaal in reserve niet volstaat om die verplichtingen na te komen, worden de in voorgaand lid bedoelde bijdragen verhoogd om te voldoen aan de normale verplichtingen van het begonnen kalenderjaar.

Art. 13. De bijdragen bedoeld in artikel 11 van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, in toepassing van artikel 6 van de Sociale Zekerheidswet van 27 juni 1969 en artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid binnen de termijnen vastgesteld voor de betaling van de bijdragen voor de sociale zekerheid.

Op eenvoudige vraag van het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" moet de werkgever alle gegevens, nodig voor een goede werking, over hemzelf of zijn werknemers verstrekken.

#### HOOFDSTUK VI. — Begrotingen, rekeningen

Art. 14. Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en wordt afgesloten op 31 december.

Art. 15. Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand december, een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart voorgelegd.

Art. 16. Op 31 december worden de rekeningen van het voorbije jaar afgesloten. De afsluiting, de balans en jaarrekening dienen op rekenplichtig gebied voldoende omschreven te zijn.

De raad van bestuur en ook de met toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid door het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het voorbije kalenderjaar.

De balans en jaarrekeningen, samen met het in vorig lid bedoeld jaarlijks verslag, moeten uiterlijk tijdens de maand juni van het daaropvolgende jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart worden voorgelegd.

#### HOOFDSTUK VII. — Ontbinding van het fonds

Art. 17. Het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" kan worden ontbonden in geval van opzegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart wijst in dat geval de vereffenaars aan, bepaalt hun machten en bezoldiging en stelt de bestemming vast die aan het vermogen van het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" wordt gegeven, overeenkomstig het doel waartoe het "Fonds voor de Rijn- en binnenscheepvaart" is opgericht.

CHAPITRE VIII. — *Abrogation*  
de conventions collectives de travail existantes

Art. 18. La présente convention collective de travail abroge la convention collective de travail du 29 novembre 2002 (n° d'enreg. 65122/CO/139), la convention collective de travail du 6 juillet 2006 (n° d'enreg. 80744/CO/139), la convention collective de travail du 24 septembre 2009 (n° d'enreg. 95880/CO/139), la convention collective de travail du 10 octobre 2016 (n° d'enreg. 136287/CO/139) et la convention collective de travail du 8 décembre 2016 (n° d'enreg. 136863/CO/139).

CHAPITRE IX. — *Durée et dénonciation*

Art. 19. La présente convention collective de travail produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2021 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties signataires peut la dénoncer moyennant le respect d'un délai de préavis de 6 mois.

Ce préavis est notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de la batellerie et à chacune des parties signataires et prend effet le troisième jour ouvrable suivant la date d'expédition.

Art. 20. Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, pour ce qui concerne la signature de la présente convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 20 avril 2021.

Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2021/201073]

20 AVRIL 2021. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 4 octobre 2018, conclue au sein de la Commission paritaire de la pêche maritime, modifiant et coordonnant les statuts du "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de zeevisserij" (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de la pêche maritime;  
Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 4 octobre 2018, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de la pêche maritime, modifiant et coordonnant les statuts du "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de zeevisserij".

**Art. 2.** Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

—  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffing*  
van bestaande collectieve arbeidsovereenkomsten

Art. 18. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heft de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2002 (registratienr. 65122/CO/139), de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 juli 2006 (registratienr. 80744/CO/139), de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 september 2009 (registratienr. 95880/CO/139), de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 oktober 2016 (registratienr. 136287/CO/139) en de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 december 2016 (registratienr. 136863/CO/139) op.

HOOFDSTUK IX. — *Duurtijd en opzegging*

Art. 19. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur met ingang van 1 januari 2021.

Elk van de ondertekenende partijen kan ze opzeggen mits een opzeggingstermijn van 6 maanden in acht wordt genomen.

De opzegging wordt bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de binnenscheepvaart en aan elk van de ondertekenende partijen betekend en heeft uitwerking de derde werkdag na de datum van verzending.

Art. 20. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 april 2021.

De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2021/201073]

20 APRIL 2021. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 oktober 2018, gesloten in het Paritair Comité voor de zeevisserij, tot wijziging en coördinatie van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de zeevisserij" (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de zeevisserij;  
Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 4 oktober 2018, gesloten in het Paritair Comité voor de zeevisserij, tot wijziging en coördinatie van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de zeevisserij".

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 april 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE

—  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.